

Achats publics : Recrutement

## Mobilité : la première "promo" d'acheteurs publics issus du privé

05/11/2008

Après une quarantaine de jours de formation consacrés aux subtilités de l'achat public, dévoilées par des praticiens, les huit participants du cycle de formation "responsable achats et commande publique" sont sur le marché du travail depuis quelques semaines. Cette formation inédite, localisée dans le sud-ouest, propose à des cadres privés, essentiellement des acheteurs, de se spécialiser dans la commande publique. Une passerelle qui, selon le responsable du cycle et du cabinet de recrutement Territoires RH, Tony Lourenço, répond à un besoin de plus en plus important des collectivités. « Elles sont conscientes du levier que représentent leurs achats, surtout dans la conjoncture actuelle, observe-t-il. Elles recherchent des acheteurs qui soient de véritables manager de la commande publique, qui orchestrent la programmation des besoins, leur transcription, la négociation ou la mesure de la qualité de l'achat du bien ou service. »



Les participants au cycle de formation (ici sept sur huit) passent actuellement des entretiens de recrutement pour des postes de responsables achats et de la commande publique.

### Accompagnement et outplacement

En novembre, tous avaient passé au moins deux entretiens pour des postes de "responsable achats et marchés publics" ou "responsable de la commande publique". « Si leurs compétences achats ne sont pas en cause, les recruteurs semblent garder un doute sur leur culture juridique, analyse Tony Lourenço. Il faut dire qu'en général, ce type de poste est encore destiné à des juristes. » Une prestation de reclassement outplacement est assurée par Territoires RH jusqu'à une prise de fonction effective. « Nous nous engageons à leur trouver des postes à moins de 45 minutes de leur domicile, sachant que tous veulent rester dans le sud-ouest, sauf un qui est mobile nationalement », explique Tony Lourenço.

### Sécurité juridique

Pour l'une des participantes au cycle de formation, diplômée du MAI Bordeaux et toujours acheteuse en entreprise privée, ces premiers entretiens « montrent que les recruteurs sont surtout sensibles à la sécurité juridique dans l'achat public », en comparaison avec le privé. « Je pense que nos profils correspondent davantage aux postes offerts dans les collectivités de taille importante, qui développent leur culture achats. » Docteur en pharmacie de formation, elle souhaite s'orienter vers les achats hospitaliers « où la professionnalisation est à l'œuvre ». Et se réjouit à l'idée d'intégrer le service public « et de remplir une mission d'intérêt général ».

Mots clés : [Achats publics](#) | [Formation achats](#) | [Territoires rh](#)